

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 DÉCEMBRE 2021

Sur convocation en date du 14 décembre 2021, le Conseil municipal de la Commune de PÉRONNAS s'est réuni en séance ordinaire le 20 décembre 2021 à 20H00, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Hélène CÉDILEAU, Maire.

Présents :

BOZONNET-MEUNIER Kathy	CALMUS Zarouhine	GAY Daniel
THEVENET Jean-Marc	CARLIER Albert	GOYAT Pascal
BERLAND Martine	CHIROU Xavier	MONTIBERT Pierre
MARTIN Hubert	DUBOIS Loïc	PERNET Martin
CHATELAIN Béatrice	DUCLOS Laurent	PIVET Catherine
SIMONET Jean-Michel	DUCROZET Isabelle	RODET Amélie
	FAYARD Pascal	SUPIE Sylvie
	FERRIER Patricia	

Procurations :

Madame Aurore BABUT donne procuration à Madame Amélie RODET
Monsieur Alain FALAISE donne procuration à Monsieur Laurent DUCLOS
Madame Olivia PANEL donne procuration à Monsieur Martin PERNET
Madame Stéphanie TAVIER donne procuration à Monsieur Pascal GOYAT
Monsieur Christian VOILIER donne procuration à Madame Catherine PIVET

Excusés :

Monsieur Dominique BERTHET

Monsieur Laurent MAIGRE

Secrétaire de séance : Monsieur Hubert MARTIN

Affichage le : 21 décembre 2021

I - SEANCE PUBLIQUE – 20H00

Madame le Maire ouvre la séance publique et remercie l'assemblée et la presse de leur présence.

Elle informe des procurations données par les membres du conseil municipal ne pouvant être présents à cette séance.

1/ Nomination du secrétaire de séance

Monsieur Hubert MARTIN est nommé secrétaire de séance.

2/ Approbation du compte-rendu du Conseil municipal extraordinaire du 6 décembre 2021

Sans observation, le compte-rendu du conseil municipal extraordinaire du 6 décembre est adopté à l'unanimité.

II- DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATIONS DE MADAME LE MAIRE

Madame le Maire présente les décisions prises depuis le dernier conseil municipal ordinaire.

ACHATS

N°	site	LIBELLE	Entreprise	Montant € TTC
055	services techniques	Acquisition combo électrique	MONDIAL AUTO	20 000,24
057	services techniques	Panneaux Péronnas	SIGNAUX GIROD	2 031,26
058	services techniques	Pose clôture ram	BRESSE PAYSAGE	4 691,40
059	services techniques	Réalisation , pose d'un portail et portillon RAM	MSR	6 198,00
060	Cimetière	Honoraires MO cimetière création local rangement sanitaire PMR	ART BEL ARCHITECTES	2 142,00
061	Cimetière	local poubelle couvertines cimetière	GOYET	3 466,00

Pas d'observation.

URBANISME

N°	Propriétaire	Acte	LIBELLE	ADRESSE	Décision
232	BOUARABA	PC	Modifications diverses	197 rue de l'Aubier	Accordé le 13/11/2021
233	GUILLOT	PC	Modification diverses	806 chemin des Carronnières	Accordé le 13/11/2021
234	DESEQUELLES	DP	Isolation par l'extérieur, changement de menuiseries, pose de volet roulants	107 chemin des tyrandes	Accord le 16/11/2021
235	NICOLET	DP	Construction d'une piscine	5 allée des Alouettes	Accord le 16/11/2021
236	Commune de Péronnas	PC	Construction d'un auvent	451 Chemin de l'Eglise	Accord le 18/11/2021
237	KAROUMI	DP	Construction d'un abri de jardin	13 allée des Ormes	refus le 19/11/2021
238	SOFIREL	PA	Modification article 4 du règlement	Les Vavres	Accord le 20/11/2021
239	YILMAZ Baris	PC	Retrait et Annulation	Lotissement "Le Verlaine"	le 20/11/2021
240	NICOLET	DP	Construction d'un abri ouvert	5 allée des Alouettes	refus le 20/11/2021
241	GUILLAUMOND	DP	Remplacement d'un grillage sur muret existant	4 allée de la Combe Verte	Accord le 24/11/2021
242	Me VUITON	DIA	Vente d'un local d'activité	9001 place de la Mairie	Accord le 25/11/2021
243	M. RAMY	PC	Retrait et Annulation	11 rue de l'Aubier	le 27/11/2021
244	SCI LA MUETTE	PC	Transformation du garage en habitation	20 rue de la muette	refus le 27/11/2021
245	M. RAYNAUD Jean-Pierre	DP	Installation de panneaux photo-voltaïques	27 allée du Cône	Accord le 2/12/2021
246	M. PAGE Alec	DP	Surélévation d'une clôture	72 allée des Gasses	Accord le 2/12/2021
247	M. DAIZE Benoit	PC	Rénovation et extension d'un bâtiment existant	204 chemin des Bouleaux	Accord le 2/12/2021
248	M. BEYEKLIAN Sébastien	PC	Construction d'une maison individuelle et d'une piscine	Allée de la Grange neuve	Accord le 2/12/2021
249	Consorts BLANC	DIA	Vente d'une maison d'habitation	880 avenue de Lyon	Pas de préemption
250	Consorts DUCLOS	DIA	Vente d'une maison d'habitation	107 allée du Cône	Pas de préemption
251	M. ROLLET Philippe	DIA	Vente d'une maison d'habitation	306 rue des Anciens Combattants	Pas de préemption
252	M. BEYEKLIAN Sébastien	PC	Construction d'une maison individuelle et d'une piscine	Allée de la Grange Neuve	Accord le 2/12/2021

Pas l'observation

III – SCOLAIRE**1/ Construction d'un nouveau restaurant scolaire - Demandes de subventions - Actualisation du plan de financement**

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le Maire rappelle à l'assemblée les délibérations n° D_2021_07_055 et D_2021_07_056 prises lors de la séance du 20 juillet 2021, approuvant le plan de financement prévisionnel de l'opération de construction du nouveau restaurant scolaire sur la Commune de Péronnas. Par délibération n° D_2021_11_071 prise lors de la séance du 18 novembre dernier, le conseil municipal a approuvé le coût prévisionnel définitif des travaux à 2 625 162,93 euros HT ainsi que le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre à 360 452,54 euros HT.

Cette opération aura pour but de construire un nouveau restaurant scolaire avec une cuisine de préparation en liaison directe et self pour le restaurant scolaire et une cuisine de finition (office de réchauffe en liaison froide positive) pour le centre de loisirs le Calypso.

Au stade Avant-Projet Définitif, le coût total de l'opération est estimé à 3 063 292,54 euros HT, soit 3 675 751,54 euros TTC décomposé de la façon suivante :

Mission de programmation :	12 975,00 € HT
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage :	8 550,00 € HT
Etudes géotechniques :	7 215,00 € HT
Levés topographiques :	3 750,00 € HT
Honoraires de maîtrise d'œuvre :	360 452,54 € HT

Mission de contrôle technique :	9 950,00 € HT
Mission de coordination sécurité :	8 160,00 € HT
Publicité (BOAMP + Voix de l'Ain) :	2 278,15 € HT
Frais de déplacements des membres des Jurys :	990,92 € HT
Primes aux 2 candidats retenus ayant participé à la phase offre :	23 808,00 € HT
Montant des travaux :	2 625 162,93 € HT

inclus solaire photovoltaïque (100 m² intégrés en toiture)

Madame le Maire précise que ce projet a fait l'objet d'une demande de subvention auprès du Département de l'Ain au titre des investissements structurants et de la transition écologique. Ce projet est également susceptible de faire l'objet d'une subvention auprès de l'État via la Préfecture de l'Ain au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux 2022 (DETR), auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes au titre du Contrat Ambition Région 2 et auprès de Grand Bourg Agglomération au titre du fond de concours du Plan d'Équipement Territorial.

Par conséquent, le plan de financement proposé est le suivant :

Dépenses				Recettes		
Nature	Montant € HT	Montant € TTC	En %	Nature	Montant € HT	En %
Travaux	2 625 162,93	3 150 195,52	85	La Préfecture de l'Ain – DETR 2022	200 000	6
Honoraires maîtrise d'œuvre et études	389 527,54	467 433,04	13	Département de l'Ain – Investissements structurants	150 000	5
Autres dépenses non subventionnables	48 602,07	58 122,98	2	Département de l'Ain – Transition écologique	300 000	10
				Grand Bourg Agglomération – Plan d'Équipement Territorial	665 000	22
				REGION AUVERGNE RHONE ALPES – Contrat Ambition Région 2	500 000	16
				Autofinancement	1 248 292,54	41
TOTAL	3 063 292,54	3 675 751,54	100	TOTAL	3 063 292,54	100

Aussi, il est proposé de solliciter l'appui financier de l'État, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et de Grand Bourg Agglomération, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter une aide financière à ce projet et ce, en attestant toutefois, que la Commune n'acceptera de subventionnements complémentaires que dans la limite légale prévue et supportera, en ce sens, une participation minimale représentant au moins 20 % du montant total des financements apportés par les personnes publiques, conformément à l'art. L1111-10 du Code général des collectivités territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le plan de financement de l'opération et précise que, le cas échéant, la différence entre les montants maximums de subventions sollicités et les montants réellement attribués sera prise en charge par la collectivité,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter une subvention auprès de la Préfecture de l'Ain, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) pour l'année 2022,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter une subvention auprès de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg en Bresse (Grand Bourg Agglomération), au titre du fonds de concours du Plan d'Équipement Territorial,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter une subvention auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, au titre du Contrat Ambition Région 2,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter toutes subventions complémentaires, dans la limite légale prévue à l'art. L1111-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents s'y rapportant. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

2/ Temps d'activités périscolaires - 2^{ème} trimestre 2021 / 2022

Madame Martine BERLAND présente le rapport suivant :

« Il est présenté à l'assemblée les activités proposées pour le deuxième trimestre de l'année scolaire 2021 / 2022.

ACTIVITÉ MANUELLE

Atelier Ré-création - Foissiat

11 séances de 1h15

68,75 € la séance x 11 =

756,25 €

ÉCHECS

Cercle d'échecs bressan - Bourg-en-Bresse

11 séances de 1h15

28,00 € la séance x 11 =

308,00 €

JEUX

AMI'LUDE Ludothèque - Bourg-en-Bresse

11 séances de 1H15

60,00 € la séance x 11 = 660,00 €

THÉÂTRE

JyX Compagnie - Péronnas

11 séances de 1H15

45,00 € la séance x 11 = 495,00 €

SCIENCES

ALTEC – CCSTI de l'Ain – Bourg-en-Bresse

11 séances de 1H15

74,50 € la séance x 11 = 819,50 €

+ forfait matériel

2€ / enfant / séance (base 10 enfants) 220,00 €

TOTAL = 1 039,50 €

KARATÉ

Karaté club - Péronnas

11 séances de 1H15

50,00 € la séance x 11 = 550,00 €

JUDO

Bresse Saône judo - Bâgé-Dommartin

11 séances de 1H15

50,00 € la séance x 11 = 550,00 €

YOGA - PILATES

Association Coach Flo - St Denis lès Bourg

11 séances de 1H15

69,50 € la séance x 11 = 764,50 €

TENNIS

AS Péronnas tennis - Péronnas

11 séances de 1H15

55,00 € la séance x 11 = 605,00 €

DANSE

Passion danse - Péronnas

11 séances de 1h15

45,00 € la séance x 11 = 495,00 €

Le montant total est de 6 223,25 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

AUTORISE le règlement de ces factures et la signature de ces conventions. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

IV – FINANCES

1/ Budget général 2021 - Autorisation de dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2022

Madame Béatrice CHATELAIN présente le rapport suivant :

« Madame le Rapporteur rappelle qu'en application de l'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales, Madame le Maire peut régler les factures en investissement avant le vote du budget primitif si le Conseil municipal l'a autorisé à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Ainsi, l'assemblée délibérante doit déterminer les dépenses concernées par cette autorisation et en préciser le montant et l'affectation.

Il est précisé qu'il ne s'agit ni d'une délibération ni d'une inscription budgétaire puisque l'inscription budgétaire n'interviendra qu'au moment du vote du budget primitif.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Ouï l'exposé de Madame le Rapporteur,

Vu le bien-fondé de sa demande,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.1612-1,

Vu le budget primitif 2021,

- CONSIDÉRANT que, pour permettre de mandater et liquider certaines dépenses d'investissement dans l'attente du vote du B.P. 2022, il y a lieu d'autoriser Madame le Maire à mandater des dépenses dans la limite des crédits votés au B.P. 2021,

- **AUTORISE** la liquidation des dépenses d'investissement selon les crédits suivants :

CHAPITRE	Désignation	TOTAL BP 2021 VOTE	25%	exemples
C/10	reversement taxe aménagement	20 100,00 €	5 025,00	reversement taxe aménagement GBA ou taxe impôt si construction
C/20	immobilisations incorporelles	91 652,00 €	22 913,00	frais d'études
C/204	subventions d'équipement versées	291 104,00 €	72 776,00	subvention opah
C/21	immobilisations corporelles	1 420 131,77 €	355 032,94	terrains , matériel
C/23	immobilisations en cours	1 974 471,68 €	493 617,92	travaux en cours marché
C/27	autres immobilisations financières	119 499,00 €	29 874,75	terrains EPF

- **CHARGE** Madame le Maire de prendre les dispositions pour la mise en œuvre de cette décision. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

2/ Location des salles et du matériel de la commune - Tarifs à compter du 1^{er} janvier 2022

Madame Béatrice CHATELAIN présente le rapport suivant :

« Madame le rapporteur rappelle à l'assemblée la délibération du 15 décembre 2020 fixant les tarifs pour la location des salles et des matériels communaux à compter du 1er janvier 2021.

Il y aurait lieu de revoir le montant de certaines prestations à compter du 1er janvier 2022.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de Madame le rapporteur,

Vu le bienfondé de sa demande,

DIT que la présente délibération prend effet à compter du 1er janvier 2022 et ce jusqu'à nouvelle décision du Conseil municipal. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

SALLE DES FÊTES - Pierre CHAMBAUD

450 rue de la Grange Magnien - 01960 PERONNAS

Capacité AG, spectacle, gala : 1000 places - Bal, soirée dansante : 850 places - Banquet 700 places - Avec scène : réduction d'1 personne par 2m² de podium

ASSOCIATIONS et SOCIÉTÉS LOCALES	Grande Salle (Tarif auquel s'ajoutera le coût réel du gardienage)	Podium < 60 m2	Podium > 60 m2	Sonorisation	Gradins mobiles	Bar	Cuisine (État des lieux après manifestation, si la cuisine est trop sale : doublement du tarif cuisine)	Vidéo projecteur	Rideau fonds de scène	Régie lumières projecteurs	Manges debout	Matériel supplé- mentaire (baner, tablier...)	Location vaisselle : Assiettes, verres, fourchettes, couteaux, cuillères à café, tasses, sous- tasses	Location vaisselle : Plats, seaux à champagne, corbeilles à pain, pots à eau, plateaux teck, coupe pain, saladiers, assaisonnement	Salles A & B (1/2 journée ou soirée - A partir du 2ème jour 65% du tarif)
ASSOCIATIONS (Association loi 1901 dont le siège social est à Péronnas)	143,00	56	76	56	88	56	93	56	30	88	2	1 / jour / unité	0,08 pièce	0,15 pièce	Gratuit
AUTRES QU'ASSOCIATIONS	562,00	56	76	56	88	56	93	56	30	88	2	1 / jour / unité	0,08 pièce	0,15 pièce	73,00
ACTIONS COMMERCIALES	790,00	56	76	56	88	56	93	56	30	88	2	1 / jour / unité	0,08 pièce	0,15 pièce	73,00
Tarif Péronnas															
Tarif Extérieur															
GARDIENNAGE (Obligatoire)	de 7 à 22h	15 / h	de 22h à 7 h	21 / h											
1/2 journée de préparation (si la salle est disponible)	68,00														
Aide à l'agencement et installation de la salle	480,00														
Pour les concours (A partir du 2ème jour 65% du tarif)	1,50 / table														
ARRHES Salle	NEANT														

ASSOCIATIONS et SOCIÉTÉS EXTÉRIEURES	Grande Salle (Tarif auquel s'ajoutera le coût réel du gardienage)	Podium < 60 m2	Podium > 60 m2	Sonorisation	Gradins mobiles	Bar	Cuisine (État des lieux après manifestation, si la cuisine est trop sale : doublement du tarif cuisine)	Vidéo projecteur	Rideau fonds de scène	Régie lumières projecteurs	Manges debout	Matériel supplé- mentaire (baner, tablier...)	Location vaisselle : Assiettes, verres, fourchettes, couteaux, cuillères à café, tasses, sous- tasses	Location vaisselle : Plats, seaux à champagne, corbeilles à pain, pots à eau, plateaux teck, coupe pain, saladiers, assaisonnement	Salles A & B (1/2 journée ou soirée - A partir du 2ème jour 65% du tarif)
Actions non commerciales	858,00	112	140	112	174	112	312	112	60	174	2	1 / jour / unité	0,08 pièce	0,15 pièce	73,00
Actions commerciales	1359,00	112	140	112	174	112	312	112	60	174	2	1 / jour / unité	0,08 pièce	0,15 pièce	73,00
GARDIENNAGE (Obligatoire)	de 7 à 22h	21 / h	de 22h à 7 h	33 / h											
1/2 journée de préparation (si la salle est disponible)	223,00														
Aide à l'agencement et installation de la salle	480,00														
Pour les concours (A partir du 2ème jour 65% du tarif)	1,50 / table														
ARRHES Salle	360,00	Chèque libellé au nom du Trésor public, 15 jours avant la prise de location													

En cas de dégradation des locaux ou de matériel, ou état des lieux non conforme, la remise en état sera facturée au coût réel.

COMPLEXE Marc BERNARDIN - Salle Espace Rencontre 510 rue de la Grange Magnien - 01960 PERONNAS									
Capacité	100 places assisés	50 places assisés							
FAMILLES de PERONNAS (Exécutions familiales, repas, mariage, baptême etc...)	Espace rencontre + hall + Cuisine	Espace rencontre + Cuisine	Hall seul sans Cuisine	Estrade	Vaisselle (forfait)	Sonorisation	Matériel supplémentaire (basses, tables...)	Mise en place de la salle (hors concours)	Mise en place de la salle (pour concours)
Préparation la veille (si la salle est disponible)	70,00	70,00							
1er jour	235,00	172,00	32,00	24	76				
2ème jour et jours supplémentaires	117,00	87,00	46,00						
1/2 journée			46,00						
location)	80								
Chèque libellé au nom du Trésorier public, 15 jours avant la prise de location									
FAMILLES EXTERIEURES (Exécutions familiales, repas, mariage, baptême etc...)	Espace rencontre + hall + Cuisine	Espace rencontre + Cuisine	Hall seul sans Cuisine	Estrade	Vaisselle (forfait)	Sonorisation	Matériel supplémentaire (basses, tables...)	Mise en place de la salle (hors concours)	Mise en place de la salle (pour concours)
Préparation la veille (si la salle est disponible)	140,00	140,00							
1er jour	470,00	344,00	184,00	24	76				
2ème jour et jours supplémentaires	234,00	174,00	32,00						
ARRHES (en aucun cas supérieur à la location)	160								
Chèque libellé au nom du Trésorier public, 15 jours avant la prise de location									
ASSOCIATIONS LOCALES (Manifestations, repas, soirées, soirées, remise médailles, réunions, arbres de Noël etc...)	Espace rencontre + hall + Cuisine	Espace rencontre + Cuisine	Hall seul sans Cuisine	Estrade	Vaisselle (forfait)	Sonorisation	Matériel supplémentaire (basses, tables...)	Mise en place de la salle (hors concours)	Mise en place de la salle (pour concours)
Préparation la veille (si la salle est disponible)	70,00	70,00							
1er jour	235,00	172,00	32,00	24	76	16	11/jour/unité	60	1,50 /jour/unité
2ème jour et jours supplémentaires	117,00	87,00	46,00						
ARRHES (en aucun cas supérieur à la location)	Néant								
ASSOCIATIONS EXTÉRIEURES (Manifestations, repas, soirées, soirées, remise médailles, réunions, arbres de Noël etc...)	Espace rencontre + hall + Cuisine	Espace rencontre + Cuisine	Hall seul sans Cuisine	Estrade	Vaisselle (forfait)	Sonorisation	Matériel supplémentaire (basses, tables...)	Mise en place de la salle (hors concours)	Mise en place de la salle (pour concours)
Préparation la veille (si la salle est disponible)	140,00	140,00							
1er jour	470,00	344,00	184,00	24	76	32	11/jour/unité	60	1,50 /jour/unité
2ème jour et jours supplémentaires	234,00	174,00	32,00						
ARRHES (en aucun cas supérieur à la location)	160								
Chèque libellé au nom du Trésorier public, 15 jours avant la prise de location									

MAJORATIONS (pour toute location)

Non-respect du règlement (ex. heure d'arrêt de la musique) = 100 €

Après la location et constat par les services, si la salle, la cuisine ou la vaisselle ne sont pas laissées propres et rangées, ou si le tri des déchets n'est pas effectué = 100 €

En cas de dégradation des locaux ou de matériel, ou état des lieux non conforme, la remise en état sera facturée au coût réel.

GYMNASE - Pierre de Coubertin

LOCAL PETANQUE - BOULODROME

410 rue de la Grange Magnien - 01960 PERONNAS

	GYMNASE Pierre de Coubertin	
	208 places en tribune	
ASSOCIATIONS LOCALES (Pour associations autres que les utilisatrices habituelles : KARATE et BASKET)	Salle	Bar
Option mise en place et rangement (protection du sol)	Néant	
la journée	114,00 €	61,00 €
1/2 journée	57,00 €	
l'heure	17,00 €	
jour ou 1/2 journée supplémentaire	-50%	-50%

LOCAL PETANQUE – BOULODROME	
Salle (vers local)	Bar seul (à la journée, si disponible)
Néant	
Gratuit	61 €

ASSOCIATIONS EXTÉRIEURES (à titre dérogatoire)	Salle	Bar
Option mise en place et rangement (protection du sol)	811,00 €	
la journée	681,00 €	122,00 €
1/2 journée	500,00 €	
l'heure	116,00 €	
jour ou 1/2 journée supplémentaire	50%	-50%
ARRHES (en aucun cas supérieur à la location)	360 €	

Salle (vers local)	Bar seul (à la journée, si disponible)
72 €	122 €

En cas de dégradation des locaux ou de matériel, ou état des lieux non conforme, la remise en état sera facturée au coût réel

Autres SALLES du Complexe Marc Bernardin

510 rue de la Grange Magnien - 01960 PERONNAS

<u>ASSOCIATIONS LOCALES Uniquement</u>	Salle d'escrime	Salle atelier (cette salle peut être utilisée pour des réunions)	Dojo	Salle Tennis de table
la journée	174,00 €	88,00 €	88 €	88 €
1/2 journée	88,00 €	44 €	44 €	44 €
TARIF HORAIRE	22 € /l'heure	13 € /l'heure	13 € /l'heure	13 € /l'heure
Pas de location aux heures et jours d'utilisation habituelle par les associations locales				
En dehors de ces heures et de façon très exceptionnelle pour stage (judo, yoga...) ou en complément de la salle des fêtes ou espace rencontre pour assemblées générales ou congrès (en aucun cas pour un mariage ou une manifestation familiale).				
Pour les Stages ou compétitions				

Chaque association organise ses évènements dans sa salle à condition de ne pas gêner les autres qui fonctionnent dans la même salle.				

Si les stages ou les compétitions sont organisés dans la Salle Espace rencontre (ou tout autre salle) ; Application du TARIF en vigueur				

En cas de dégradation des locaux ou de matériel, ou état des lieux non conforme, la remise en état sera facturée au coût réel.

Autres SALLES MUNICIPALES

voir adresses ci-dessous

<u>ASSOCIATIONS LOCALES</u>	Salle Antoine du Saix 19 personnes	Autres salles (Salle du Conseil, Salle Municipalité etc...)	Gymnase COSEC (pour manifestations sportives-)
	Mairie - 29 rue de la Grange Magnien	Mairie - 1 place de la Mairie	Chemin du Bief de l'Etang - Près du collège
la journée	Gratuit	1.00 € le m ²	114,00 €
1/2 journée (matin, après-midi ou soirée)	Gratuit	0.50 € le m ²	57,00 €
l'heure	Gratuit		17,00 €

<u>ASSOCIATIONS et SOCIETES EXTÉRIEURES</u>	Salle Antoine du Saix (Louée uniquement aux entreprises, sociétés, établissements publics de Péronnas)	Autres salles (Salle du Conseil, Salle Municipalité etc...)	Gymnase COSEC (pour manifestations sportives)
	Mairie - Allée de la Grange Magnien		Chemin du Bief de l'Etang - Près du collège
la journée	38,00 €	1.00 € le m ²	114,00 €
1/2 journée (matin, après-midi ou soirée)	20,00 €	0.50 € le m ²	57,00 €
l'heure			17,00 €

En cas de dégradation des locaux ou de matériel, ou état des lieux non conforme, la remise en état sera facturée au coût réel

LA ROTONDE		
voir adresses ci-dessous		
Capacité	76 places	218 places
ASSOCIATIONS LOCALES	LA ROTONDE Salle 75	LA ROTONDE Salle 220
	88 rue la Poste - 01960 PERONNAS	88 rue la Poste - 01960 PERONNAS
la journée	GRATUIT A partir de la 4è manifestation hors réunion : 25 € /demi-journée	
1/2 journée (matin, après-midi ou soirée)		
l'heure		
Manifestation à but lucratif avec recettes : entrée payante, buvette...	50,00 € la 1/2 journée	204,00 €
Réunion, AG (à but non lucratif)		81,00 €
Sonorisation / vidéoprojecteur		21,00 €
Vaisselle		à disposition
Versement arrhes		néant
Matériel (tables, bancs) apportés en plus		1,00 € /jour/unité
Mise en place de la salle		1,50 € /jour/unité

ASSOCIATIONS et SOCIETES EXTERIEURES	LA ROTONDE Salle 75	LA ROTONDE Salle 220
	88 rue la Poste - 01960 PERONNAS	88 rue la Poste - 01960 PERONNAS
la journée		
1/2 journée (matin, après-midi ou soirée)		
l'heure		
Manifestation à but lucratif avec recettes : entrée payante, buvette...	50,00 € la 1/2 journée	408,00 €
Réunion, AG (à but non lucratif)		204,00 €
Sonorisation / vidéoprojecteur		42,00 €
Vaisselle		à disposition
Versement arrhes		160,00 €
Matériel (tables, bancs) apportés en plus		1,00 € /jour/unité
Mise en place de la salle		1,50 € /jour/unité

En cas de dégradation des locaux ou de matériel, ou état des lieux non conforme, la remise en état sera facturée au coût réel

CENTRE CULTUREL - AUDITORIUM				
165 Chemin du Stade - 01960 PERONNAS				
Capacité	200 places			
ASSOCIATIONS LOCALES	AUDITORIUM + LOGES	AUDITORIUM + LOGES + Salle BELLEVUE	Salle BELLEVUE (location possible uniquement si l'auditorium n'est pas loué)	Autres Salles (Carronnières 50 personnes, Seillon 19 personnes, Vernée 12 personnes)
TARIF de BASE	336,00 €	385,00 €	Gratuit	Gratuit
2ème jour et jours supplémentaires	-65%	-65%	Gratuit	Gratuit
Préparation la veille (si la salle est disponible)	62,00 €	62,00 €	Gratuit	Gratuit
Heures de gardiennage Obligatoire (non technicien)				
* de 7h à 22h	15,00 €	15,00 €		
* de 22h à 7h	21,00 €	21,00 €		
ARRHES	Pas de caution			

ASSOCIATIONS EXTÉRIEURES	AUDITORIUM + LOGES	AUDITORIUM + LOGES + Salle BELLEVUE	Salle BELLEVUE (location possible uniquement si l'auditorium n'est pas loué)	Autres Salles (Carron- nières, Seillon, Vernée)
TARIF de BASE	672,00 €	770,00 €	72,00 €	72,00 €
2ème jour et jours supplémentaires	-35%	-35%		
Préparation la veille (si la salle est disponible)	62,00 €			
Heures de gardiennage Obligatoire (non technicien)				
* de 7h à 22h	21,00 €	21,00 €		
* de 22h à 7h	33,00 €	33,00 €		
TARIF à l'heure			11,00 €	11,00 €
ARRHES	360,00 € Chèque libellé au nom du Trésor public, 15 jours avant la prise de location			

En cas de dégradation des locaux ou de matériel, ou état des lieux non conforme, la remise en état sera facturée au coût réel

TARIFS de REMPLACEMENT de VAISSELLE

VAISSELLE des Salles communales (hors Espace rencontre)

DÉSIGNATION	PRIX
Assiette dessert arcopal blanches	1,55 €
Assiette creuse arcopal	1,39 €
Assiette plate arcopal	2,09 €
Assiette plate porcelaine blanche	3,92 €
Corbeille à pain ovale	5,21 €
Coupe à champagne	1,19 €
Couteau table inox	1,88 €
Cuillère de service inox	8,10 €
Cuillère à café	0,40 €
Cuillère inox	0,67 €
Décapsuleur	0,54 €
Essuie main éponge rouleau	9,72 €
Fourchette inox	0,67 €
Garniture sel / poivre / moutarde	6,69 €
Légumier inox 24 cm	12,47 €
Louche de service	3,19 €
Ouvre boîte "brabantia"	7,15 €
Pichet grès 1 litre	7,53 €
Pichet grès 75 cl	9,37 €
Plat creux rond 30 cm	4,00 €
Plat inox ovale 40 cm	8,74 €
Plat inox ovale 50 cm	10,81 €
Plateau de service teck 37/48	23,16 €
Pot à eau inox 1,5 l	16,40 €
Pot à fleurs	3,11 €
Seau à champagne	25,26 €
Sous tasse arcopal	0,28 €
Tasse à café arcopal	0,70 €
Timbalier inox 10 cm	5,41 €
Tire-bouchon deux leviers	5,64 €
Torchon	3,11 €
Vase capitot 15 cm	1,70 €
Verre à vin 9 cl	0,53 €
Verre ballon 16 cl	0,64 €
Verre ballon 19 cl	0,96 €
Verre ordinaire 16 cl	0,66 €

VAISSELLE Espace rencontre – Complexe Marc BERNARDIN

DÉSIGNATION	PRIX
Assiette 25 x 21 Inca	5,80 €
Assiette 19 x 19	3,42 €
Assiette 26 x 26	4,30 €
Coupelle CLELIA	3,75 €
Couteaux	2,27 €
Cuillères de table	1,13 €
Cuillère à café	0,84 €
Fourchettes	1,13 €
Tasses	1,71 €
Verres 19 cl	1,31 €
Verres 24,5 cl	1,37 €

LOCATION DE MATERIEL

FAMILLES de PERONNAS	CHAPITEAU (Livraison et installation uniquement sur Péronnas)	CHAISES	TABLES & BANCs	BARRIERES METALLIQUES	PARAVENTS GRILLAGES	PANNEAUX
	Y compris le montage et le démontage assurés par les employés communaux. Installation un jour ouvré, avec une remorque de tables et bancs	Remorques de 120 chaises - Prix forfaitaire	Remorque de 10 tables et 20 bancs - Prix forfaitaire	Remorque de 25 barrières - Prix forfaitaire		
Fêtes de quartier de Péronnas	70,00 €	Location possible uniquement avec location du chapiteau				
Particuliers	214,00 €	Location possible uniquement avec location du chapiteau				
Tarif de base (si location du chapiteau)		57,00 €	36,00 €	36,00 €		
NOTA	Dégradation, casse, perte de matériel... : facturation au prix d'achat en vigueur.					

ASSOCIATIONS LOCALES	CHAPITEAU (Livraison et installation uniquement sur Péronnas)	CHAISES	TABLES & BANCs	BARRIERES METALLIQUES	PARAVENTS GRILLAGES	PANNEAUX
	Y compris le montage et le démontage assurés par les employés communaux. Installation un jour ouvré, avec une remorque de tables et bancs	Remorques de 120 chaises - Prix forfaitaire	Remorque de 10 tables et 20 bancs - Prix forfaitaire	Remorque de 25 barrières - Prix forfaitaire		
Tarif de base	98,00 €	GRATUIT - 2 fois par an -				
Au-delà des 2 fois, location au tarif associations du pôle territorial Bourg-en-Bresse, sans livraison du matériel	260,00 €	57,00 €	36,00 €	36,00 €	1,00€ /jour/unité	1,00€ /jour/unité
FACTURATION	Minimum de facturation à 15€					
NOTA	Dégradation, casse, perte de matériel... : facturation au prix d'achat en vigueur.					

ENTREPRISES ou ASSOCIATIONS EXTERIEURES	CHAPITEAU (Installation uniquement sur Péronnas)	CHAISES	TABLES & BANCS	BARRIERES METALLIQUES	PARAVENTS GRILLAGES	PANNEAUX
	Y compris le montage et le démontage assurés par les employés communaux. Installation un jour ouvré, avec une remorque de tables et bancs	Remorques de 120 chaises - Prix forfaitaire	Remorque de 20 tables et 20 bancs - Prix forfaitaire	Remorque de 25 barrières - Prix forfaitaire		
Tarif de base	214,00 €	57,00 €	36,00 €	36,00 €	2,00€ /jour/unité	2,00€ /jour/unité
FACTURATION	Minimum de facturation à 15€					
NOTA	Dégradation, casse, perte de matériel... : facturation au prix d'achat en vigueur.					

RÈGLEMENT DE LOCATION DES SALLES

ASSOCIATIONS

Définition des associations

Il y a deux types d'associations :

- Les associations locales (celles qui ont leur siège et une activité régulière à Péronnas)
- Les associations extérieures.

La tarification

Les associations locales ne bénéficieront des tarifs locaux que si elles sont seules

- Organisatrices,
- Financeurs,
- Et responsables

D'une organisation.

Les autres situations seront assujetties au tarif associations extérieures.

Annulation de réservations des salles

L'annulation doit parvenir en mairie, par courrier ou par mail, au moins 8 jours avant l'utilisation.

Dans le cas contraire, il sera procédé à la facturation.

FAMILLES (espace rencontre, hall).

Pour bénéficier du tarif Péronnas

La famille doit habiter Péronnas.

Dans le cas d'un mariage, si les mariés n'habitent plus la commune, il faut que les parents de l'un ou l'autre demeurent à Péronnas et louent la salle en leur nom.

Sous-location interdite. »

V – ARTISANAT

1/ Activités commerciales de Péronnas - Repos dominical année 2022

Madame Béatrice CHATELAIN présente le rapport suivant :

« Madame le rapporteur rappelle à l'assemblée que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques permet aux Maires, après avis de leur Conseil municipal, de déroger au principe du repos dominical pour les activités commerciales de détail et ce dans la limite de 12 dimanches.

Les Communes du territoire de Grand Bourg Agglomération ne peuvent octroyer plus de cinq dérogations par branche d'activité commerciale. La liste des dimanches concernés en 2022 doit être fixée par les Communes avant le 31 décembre de cette année.

Suite à une réunion avec les représentants de Grand Bourg Agglomération, de Bourg-en-Bresse et des Communes de la première couronne, des commerçants et des syndicats, il a été arrêté les cinq dates suivantes pour la dérogation au principe de repos dominical :

Pour la branche « commerce de détail » :

4, 11 et 18 décembre 2022

2 dimanches sont laissés à l'appréciation de la Commune :

1 dimanche à définir pour une animation Porte Sud

1 dimanche à définir en concertation avec les commerces de Péronnas

Pour la branche « concessions automobiles » :

16 janvier 2022

13 mars 2022

12 juin 2022

18 septembre 2022

16 octobre 2022

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015,

Ouï l'exposé de Madame le Rapporteur,

▪ **AUTORISE** Madame le Maire, en harmonisation avec les Communes de la première couronne autour de la ville centre, à accorder les dérogations au principe du repos dominical aux commerces de Péronnas tel qu'indiqué ci-dessus. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

VI – URBANISME

1/ Révision du règlement local de publicité (RLP) - Bilan de la concertation préalable - Arrêt du projet révisé

Monsieur Jean-Michel SIMONET présente le rapport suivant ;

« Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2122-21,

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L153-12,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L 581-14 et suivants,

Vu l'arrêté municipal portant réglementation de la publicité des enseignes et pré-enseignes de la Ville de Péronnas, en date du 21 décembre 1998,

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Péronnas en date du 17 décembre 2019 prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité et définissant les objectifs de la commune ainsi que les modalités de la concertation,

Ouï l'exposé de Monsieur le rapporteur,

CONSIDÉRANT que le Règlement Local de Publicité (RLP) en vigueur, outil de protection des paysages urbains annexé au Plan Local d'Urbanisme, a été approuvé en 1998 et qu'il devait être révisé.

CONSIDÉRANT que l'amélioration de la qualité du cadre de vie et la protection des paysages, la lutte contre la pollution visuelle constituent les objectifs principaux de cette réglementation étant entendu que les dispositions du RLP doivent également garantir la liberté d'expression, ainsi que la liberté du commerce et de l'industrie.

CONSIDÉRANT que le projet de RLP révisé comprend :

▪ un rapport de présentation avec réalisation d'un diagnostic du territoire en matière de publicité, la définition d'orientations, l'explication des choix et de zones d'autorisation ou d'interdiction de la publicité/enseignes/pré-enseignes ;

▪ un règlement applicable aux différentes zones du RLP ;

▪ des annexes qui intègrent les zonages d'application, ainsi que la définition précise des limites d'agglomération.

CONSIDÉRANT que, à ce stade, le projet de RLP tenant compte des enseignements de la concertation, désormais finalisé, est suffisamment avancé pour être arrêté.

CONSIDÉRANT que le RLP révisé poursuit et consolide les acquis du RLP en vigueur visant à préserver le territoire de la pollution en matière de publicité extérieure, le règlement révisé apportant des améliorations en matière notamment d'enseignes et que les nouvelles formes publicitaires et notamment le numérique ont été réglementées.

CONSIDÉRANT que le RLP est révisé conformément aux procédures de révision des plans locaux d'urbanisme.

CONSIDÉRANT que les modalités de la concertation définies par la délibération de mise en révision du RLP sont :

- préserver l'image attractive de la commune grâce à une réduction significative de l'affichage publicitaire ;
- protéger le cadre de vie grâce à une diminution importante de la pollution visuelle ;
- limiter la consommation énergétique liée à l'affichage publicitaire.

CONSIDÉRANT que la population, les commerçants, les professionnels de l'affichage ont été concertés ainsi que les Personnes Publiques Associées et les Personnes ayant demandé à être consultées.

CONSIDÉRANT que l'ensemble des modalités de la concertation défini par la Commune a été respecté.

CONSIDÉRANT que la séquence de concertation montre une faible implication du public et des acteurs économiques locaux, comme en témoigne l'absence de remarques portées sur le registre mis à disposition à l'accueil de la mairie ou sur l'adresse mail, et qu'en réalité seules les personnes directement impliquées au titre de leur compétence (Personnes Publiques Associées) ou de leur activité (professionnels) se sont manifestées.

CONSIDÉRANT que le bilan de la concertation, joint en annexe à la présente délibération, est favorable au projet de RLP révisé.

CONSIDÉRANT que conformément aux articles L 153-16, L 153-17 et L 132-12 du code de l'urbanisme, le projet de RLP arrêté sera transmis pour avis :

- aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme,
- aux personnes publiques consultées qui ont souhaité l'être,
- et que conformément à l'article L 581-14-1 du code de l'environnement, le projet de RLP arrêté, sera transmis pour avis à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites.

Vu le bilan de la concertation préalable et le projet de Règlement Local de Publicité (RLP) révisé, ci-annexés,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- **TIRE** le bilan de la concertation préalable regardé comme favorable et permettant d'arrêter le projet,
- **ARRÊTE** le projet de RLP révisé tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- **PREND NOTE** que le projet de RLP révisé sera notifié pour avis aux Personnes Publiques Associées et aux Personnes ayant demandé à être consultées, avant l'organisation de l'enquête publique préalablement à l'approbation définitive du RLP,
- **SOUMETTRA** le projet de RLP révisé pour avis à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera en outre insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

VII – FONCIER

1/ Établissement public foncier (EPF) de l'Ain - Péronnas le Village – 1408 avenue de Lyon - Parcelles AT 40 – 42 et 43 - Rétrocession à la Commune

Monsieur Jean-Michel SIMONET présente le rapport suivant :

« Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée l'acquisition réalisée par l'EPF de l'Ain, à la demande de la Commune, des tènements sis 1408 avenue de Lyon, cadastrés section AT n° 40, AT n° 42 et AT n° 43, d'une surface cadastrale totale de 1 709m², par acte authentique en date du 30 octobre 2018.

En vertu de la convention de portage signée entre la Commune et l'EPF de l'Ain, la commune de PÉRONNAS s'est engagée à racheter ce bien au terme de quatre années de portage, suivant la signature de l'acte.

Le montant de la revente s'élève à 157 383,69 € HT comprenant un prix d'acquisition d'un montant de 155 000 € majoré de la somme des frais supportés par l'EPF de l'Ain dans le cadre de l'acquisition d'un montant de 2 383,69 €, frais d'acte notarié en sus.

Par ailleurs, la Commune devra également s'acquitter des frais de portage arrêtés précisément au jour de la rétrocession et du prorata de taxe foncière 2022 calculé en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année. Ces frais de portage s'entendant hors taxe, avec un taux de TVA applicable de 20 %.

Après en avoir délibéré,

le CONSEIL MUNICIPAL,

- **APPROUVE** la rétrocession, par l'EPF de l'Ain, à la Commune de PÉRONNAS des tènements sis 1408 avenue de Lyon, cadastrés AT n° 40, AT n° 42 et AT n° 43, d'une surface cadastrale de 1 709 m², au prix de 157 383,69 € HT selon les modalités exposées ci-dessus.
- **DONNE POUVOIR** à Madame le Maire, ou son représentant, pour effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la bonne réalisation de ce dossier. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

2/ Établissement public foncier (EPF) de l'Ain - Péronnas le Village - Parcelles AT 218 - 40 et 43 - Rétrocession à la Commune

Monsieur Jean-Michel SIMONET présente le rapport suivant :

« Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée l'acquisition réalisée par l'EPF de l'Ain, à la demande de la Commune, des tènements sis le village, cadastrés section AT n° 218, AT n° 40 (1/4 droits indivis du chemin) et AT n° 43 (1/4 droits indivis du chemin), d'une surface cadastrale totale de 893 m², par actes authentiques en date du 20 février 2018 et du 1^{er} août 2019.

En vertu de la convention de portage signée entre la Commune et l'EPF de l'Ain, la commune de PÉRONNAS s'est engagée à racheter ce bien au terme de quatre années de portage, suivant la signature des actes.

Le montant de la revente s'élève à 31 263,84 € HT comprenant un prix d'acquisition d'un montant de 30 000 € majoré de la somme des frais supportés par l'EPF de l'Ain dans le cadre de l'acquisition d'un montant de 1 263,84 €, frais d'acte notarié en sus.

Par ailleurs, la Commune devra également s'acquitter des frais de portage arrêtés précisément au jour de la rétrocession et du prorata de taxe foncière 2022 calculé en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année. Ces frais de portage s'entendant hors taxe, avec un taux de TVA applicable de 20 %.

Après en avoir délibéré,

le CONSEIL MUNICIPAL,

- **APPROUVE** la rétrocession, par l'EPF de l'Ain, à la Commune de PÉRONNAS des tènements sis le village, cadastrés AT n° 218, AT n° 40 et AT n° 43, d'une surface cadastrale de 893 m², au prix de 31 263,84 € HT selon les modalités exposées ci-dessus.

- **DONNE POUVOIR** à Madame le Maire, ou son représentant, pour effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la bonne réalisation de ce dossier. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

3/ Établissement public foncier (EPF) de l'Ain - Péronnas 9001 place de la mairie - Parcelles AP 141 (lot 13 – ex lot 9) - Rétrocession à la Commune

Monsieur Jean-Michel SIMONET présente le rapport suivant :

« Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée l'acquisition réalisée par l'EPF de l'Ain, à la demande de la Commune, du tènement sis 9001 place de la mairie, cadastré section AP n° 141 (lot n° 13 – ex lot 9) d'une surface cadastrale totale de 1 275 m², par acte authentique en date du 31 octobre 2018.

En vertu de la convention de portage signée entre la Commune et l'EPF de l'Ain, la commune de PÉRONNAS s'est engagée à racheter ce bien au terme de quatre années de portage, suivant la signature de l'acte.

Le montant de la revente s'élève à 217 990,76 € HT comprenant un prix d'acquisition d'un montant de 180 000 € majoré de la somme des frais supportés par l'EPF de l'Ain dans le cadre de l'acquisition d'un montant de 37 990,76 €, frais d'acte notarié en sus.

Par ailleurs, la Commune devra également s'acquitter des frais de portage arrêtés précisément au jour de la rétrocession et du prorata de taxe foncière 2022 calculé en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année. Ces frais de portage s'entendant hors taxe, avec un taux de TVA applicable de 20 %.

Après en avoir délibéré,

le CONSEIL MUNICIPAL,

- **APPROUVE** la rétrocession, par l'EPF de l'Ain, à la Commune de PÉRONNAS du tènement sis 9001 place de la mairie, cadastré AP n° 141 (lot 13 – ex lot 9), d'une surface cadastrale de 1 275 m², au prix de 217 990,76 € HT selon les modalités exposées ci-dessus.

- **DONNE POUVOIR** à Madame le Maire, ou son représentant, pour effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la bonne réalisation de ce dossier. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

4/ Cœur de ville - Aménagement de la phase 2 - Signature de la promesse de vente à la société IMTERVAL

Monsieur Jean-Michel SIMONET présente le rapport suivant :

« Le cabinet est aujourd'hui en mesure de lancer la 2^{ème} phase de ce projet d'ensemble qui comprend 4 tranches.

La phase 2 aura pour terrain d'assiette :

- Une surface approximative de 1 657 m² à détacher de la parcelle sise 1442 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 44 d'une surface totale de 1 911 m²,
- Une surface approximative de 211 m² à détacher de la parcelle sise 1480 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 47 d'une surface totale de 795 m²,
- Une surface approximative de 301 m² à détacher de la parcelle sise 1496 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 353 d'une surface totale de 626 m²,

Un permis sera déposé pour la construction de bâtiments comprenant :

- 1 500 m² de surface de plancher de logements sociaux,
- 980 m² de surface de plancher de commerces,
- 800 m² de surface de plancher de locaux professionnels / bureaux.

Sur la situation juridique des parcelles cadastrées AT n° 44, 47, 353 :

- Vu l'article L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques qui énonce que « les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L.1, qui relèvent du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles. ».
- Vu que les parcelles ci-dessus mentionnées ne sont pas affectées à l'usage du public ou d'un service public.
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L 2141-1 qui énonce « un bien d'une personne publique mentionnée à l'article L.1 qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».
- Considérant que la désaffectation du bien et le déclassement peuvent être concomitants (CE 9 juillet 1997, n° 168852 ou CAA Versailles, 23 mars 2006, Commune du Chesnay n° 05VE00070).
- Considérant que les parcelles ci-dessus mentionnées ne sont pas affectées à l'usage du public ou d'un service public.
- Considérant qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **CONSTATE** la désaffectation de fait des parcelles ou surfaces à détacher de parcelles cadastrées section AT n° 44, 47, 353,
- **DÉCIDE** du déclassement de ces parcelles ou emprises de parcelles du domaine public communal et leur intégration dans le domaine privé communal,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document se rapportant à cette désaffectation et ce déclassement,
- **AUTORISE** Madame le Maire, ou son représentant, à signer la vente au profit de la société IMTERVAL (avec faculté de se substituer une société ad'hoc au programme à réaliser),
 - o d'une surface approximative de 1 657 m² à détacher de la parcelle sise 1442 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 44 d'une surface totale de 1 911 m²,
 - o d'une surface approximative de 211 m² à détacher de la parcelle sise 1480 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 47 d'une surface totale de 795 m²,
 - o d'une surface approximative de 301 m² à détacher de la parcelle sise 1496 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 353 d'une surface totale de 626 m²,pour une surface totale de 2 169 m², moyennant le prix HT de 62 185,80 €, soit 74 622,96 € TTC, qui sera payable comptant le jour de la constatation authentique de la réalisation de la promesse.
- **DIT** que la promesse de vente est consentie pour une durée expirant le 31 mars 2023 et, qu'en tout état de cause, la durée de validité ne pourra excéder le 31 décembre 2023.»

Le conseil municipal adopte ce rapport à la majorité (24 voix pour, 3 abstentions).

5/ Cœur de ville - Aménagement de la phase 3 - Signature de la promesse de vente à la société IMTERVAL

Monsieur Jean-Michel SIMONET présente le rapport suivant :

« Dans le cadre de l'aménagement du cœur de ville, l'offre du groupe IMTERVAL / Architecte BARILLOT / SEV architecture a été retenue, suite à la procédure de consultation, en octobre 2018.

Le cabinet est aujourd'hui en mesure de lancer la 3^{ème} phase de ce projet d'ensemble qui comprend 4 tranches.

La phase 3 aura pour terrain d'assiette :

- Une surface approximative de 120 m² à détacher de la parcelle sise 1508 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 51 d'une surface totale de 509 m²,
- Une surface approximative de 107 m² à détacher de la parcelle sise 1480 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 47 d'une surface totale de 795 m²,
- La parcelle sise le village, cadastrée section AT n° 50 d'une surface totale de 105 m²,
- Une surface approximative de 289 m² à détacher de la parcelle sise le village, cadastrée section AT n° 48 d'une surface totale de 458 m²,
- La parcelle sise 1496 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 349 d'une surface totale de 49 m²,
- La parcelle sise 1496 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 350 d'une surface totale de 535 m²,
- Une surface approximative de 313 m² à détacher de la parcelle sise 1496 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 353 d'une surface totale de 626 m².

Un permis sera déposé pour la construction de bâtiments comprenant :

- 1 200 m² de surface de plancher de logements,
- 200 m² de surface de plancher de commerces.

Sur la situation juridique des parcelles cadastrées AT n° 51, 47, 50, 48, 349, 350 et 353 :

- Vu l'article L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques qui énonce que « les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L.1, qui relèvent du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles. ».
- Vu que les parcelles ci-dessus mentionnées ne sont pas affectées à l'usage du public ou d'un service public.
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L 2141-1 qui énonce « un bien d'une personne publique mentionnée à l'article L.1 qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».
- Considérant que la désaffectation du bien et le déclassement peuvent être concomitants (CE 9 juillet 1997, n° 168852 ou CAA Versailles, 23 mars 2006, Commune du Chesnay n° 05VE00070).
- Considérant que les parcelles ci-dessus mentionnées ne sont pas affectées à l'usage du public ou d'un service public.
- Considérant qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **CONSTATE** la désaffectation de fait des parcelles ou surfaces à détacher de parcelles cadastrées section AT n° 47, 48, 50, 51, 349, 350 et 353,
 - **DÉCIDE** du déclassement de ces parcelles ou emprises de parcelles du domaine public communal et leur intégration dans le domaine privé communal,
 - **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document se rapportant à cette désaffectation et ce déclassement,
 - **AUTORISE** Madame le Maire, ou son représentant, à signer la vente au profit de la société INTERVAL (avec faculté de se substituer une société ad'hoc au programme à réaliser),
 - o d'une surface approximative de 120 m² à détacher de la parcelle sise 1508 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 51 d'une surface totale de 509 m²,
 - o d'une surface approximative de 107 m² à détacher de la parcelle sise 1480 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 47 d'une surface totale de 795 m²,
 - o de la parcelle sise le village, cadastrée section AT n° 50 d'une surface totale de 105 m²,
 - o d'une surface approximative de 289 m² à détacher de la parcelle sise le village, cadastrée section AT n° 48 d'une surface totale de 458 m²,
 - o de la parcelle sise 1496 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 349 d'une surface totale de 49 m²,
 - o de la parcelle sise 1496 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 350 d'une surface totale de 535 m²,
 - o d'une surface approximative de 313 m² à détacher de la parcelle sise 1496 avenue de Lyon, cadastrée section AT n° 353 d'une surface totale de 626 m².
- pour une surface totale de 1 518 m², moyennant le prix TTC de 385 200,00 € qui sera payable comptant le jour de la constatation authentique de la réalisation de la promesse.
- **DIT** que la promesse de vente est consentie pour une durée expirant le 30 septembre 2023 et, qu'en tout état de cause, la durée de validité ne pourra excéder le 31 décembre 2023. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à la majorité (24 voix pour, 3 abstentions).

VIII – RESSOURCES HUMAINES

1/ Stagiaires de l'enseignement - Accueil et gratification

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Les élèves de l'enseignement scolaire, secondaire, les étudiants de l'enseignement peuvent être accueillis au sein de la collectivité pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation.

- Les stages de l'enseignement supérieur correspondent aux formations après le baccalauréat du niveau I –II – III (Bac+2, licences, maîtrise, grandes écoles).

- Les stages de l'enseignement secondaire correspondent aux formations dispensées par les établissements publics locaux d'enseignement (EPL), dits également établissements d'enseignement secondaire : les collèges, les lycées et les établissements d'éducation spéciale.

- Les stages en milieu professionnel (alternance, classe préparatoire à l'apprentissage, classe de 3ème préparatoire à la vie professionnelle, ...) ou stages d'application (4ème ou 3ème des sections d'enseignement général et professionnel adaptés, élèves de 15 ans scolarisés en classe d'initiation préprofessionnelle en alternance ou en classe préparatoire à l'apprentissage d'un centre de formation d'apprentis).

La période de stage peut faire l'objet d'une contrepartie financière prenant la forme d'une gratification. L'organe délibérant est compétent pour fixer le principe et les modalités de cette contrepartie financière.

La loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014, tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires et le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 apportent plusieurs changements au cadre juridique des stages.

Le Maire rappelle les conditions d'accueil et de gratification des élèves ou étudiants effectuant un stage au sein de la collectivité.

Sont concernés les stages effectués à titre obligatoire ou optionnel, par des élèves ou étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement dispensant une formation diplômante ou certifiante. Ces stages doivent être intégrés à un cursus pédagogique scolaire, universitaire ou professionnel et ne peuvent avoir pour objet l'exécution d'une tâche régulière correspondant à un poste de travail permanent de la collectivité.

Il est nécessaire d'établir une convention de stage tripartite entre le stagiaire, l'établissement d'enseignement et la collectivité dont les mentions obligatoires sont déterminées par décret (D.124-4 du Code de l'éducation).

Cette convention précisera notamment l'objet du stage, sa durée, ses dates de début et de fin, les conditions d'accueil du stagiaire, les modalités d'évaluation du stage, les conditions dans lesquelles le stagiaire est autorisé à s'absenter et notamment dans le cadre des congés et autorisations d'absence mentionnés à l'article L.124-13 du Code de l'éducation.

Le stagiaire bénéficiera d'une gratification dès lors que la durée de stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non. La durée du stage s'apprécie en tenant compte du nombre de jours de présence effective au cours de la période de stage. L'article D.124-6 du Code de l'éducation précise pour cela que chaque période au moins égale à sept heures de présence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à un jour et chaque période au moins égale à vingt-deux jours de présence, consécutifs ou non, est considérée comme équivalente à un mois. Ainsi, pour pouvoir bénéficier d'une gratification obligatoire, le stagiaire doit être présent dans la collectivité plus de 44 jours ou plus de 308 heures, consécutifs ou non.

Le montant de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale.

La gratification est due au stagiaire à compter du 1er jour du 1er mois de stage.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- **FIXE** le cadre d'accueil des stagiaires dans les conditions suivantes :
 - les stagiaires reçoivent une gratification pour les stages d'une durée supérieure à 2 mois, consécutifs ou non,
 - la gratification allouée correspond à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes les conventions de stage entrant dans ce cadre ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (27 voix pour).

IX – QUESTIONS DIVERSES

1/ Dates

Vœux du Maire initialement prévus le 7 janvier 2022 reportés à une date ultérieure

Dimanche 9 janvier 2022 : marché des producteurs

Prochain conseil municipal : mardi 8 février 2022 (débat d'orientations budgétaires)

Madame le Maire clôt la séance publique à 21 heures

Prochain Conseil municipal

mardi 8 février 2022 – 20H00 (Débat d'Orientations Budgétaires)

Le Maire,



Hélène CÉDILEAU

Le Secrétaire de séance,



Hubert MARTIN